

Coupe de la Renaissance – Handball : ASOPT et Les Anges de Ben Zvi vainqueurs de l'édition 2023

Après plusieurs années sans aucun titre, les dames du club ASOPT renouent avec le trophée en battant (14-10) leurs homologues de Black Stars. Les Anges de Ben Zvi chez les messieurs, remporte le trophée face à Padré Pio (32 -29). Les finales de la 1^{ère} édition de la Coupe de la Renaissance se sont disputées samedi 2 décembre 2023 à l'INJS de Bangui.



nous sommes concentrées sur un objectif. Donc nous avons travaillé d'arrache-pied pour venir et gagner cette coupe ». **Les Anges de Ben Zvi remportent leur 1^{er} titre**

« Le secret a été beaucoup plus au niveau de l'envie. L'équipe qui avait le plus d'envie a gagné. Nous savons que nous avons une équipe forte sur tous les compartiments » s'est réjoui le capitaine des Anges de Ben Zvi, Vincent Zouzou.

La coupe de la Renaissance a été organisée par le nouveau bureau de la Fédération centrafricaine de handball dirigé par Zed Tahiri Zeinou. Elle marque la relance des activités du handball sur le territoire centrafricain. Cette 1^{ère} édition a été organisée avec la participation de l'Ambassade de France qui a été représentée par l'attaché humanitaire, Edith Chazelle.

ASOPT revient sur le podium ASOPT, est l'un des meilleurs clubs de handball de Bangui qui renoue avec le podium. Kelly, la capitaine d'ASOPT, « depuis le début du tournoi la Renaissance



Bilan satisfaisant

« Nous sommes assez heureux pour l'organisation de ces finales

(...) Notre rôle est de faire vivre le handball dans ce pays et je pense que nous sommes sur le bon travail (...). Le samedi 9 décembre 2023, nous allons organiser la 3^{ème} édition du tournoi international des vétérans de handball qui va regrouper les vétérans de handball du Cameroun et ceux de la République Centrafricaine », s'est réjoui le 2^{ème} vice-président de la Fédération Centrafricaine de Handball, Jean Louis Hubert Bénimé.

Des certificats de reconnaissance ont été remis aux partenaires qui ont soutenu l'organisation du tournoi, aux joueurs, sympathisants et anciens présidents de la Fédération centrafricaine de handball.

Ces finales ont été rehaussées de la présence du président du CNOSCA, Gilles Gilbert Gresenguet, du représentant du ministre des sports et le président de la fédération centrafricaine d'athlétisme.

Arsène Jonathan Mosseavo

Coupe du 1^{er} décembre : USCA de Bangui remporte la finale

USCA de Bangui s'est imposé ce vendredi 1^{er} décembre 3-1 contre le Diplomate football club du 8^è arrondissement (DFC 8) en finale de la coupe du 1^{er} décembre 2023. Une finale qui aura connu une forte mobilisation du public.

La finale n'était pas du tout bonne pour DFC 8. Défait par le Tout puissant USCA de Bangui (3-1), l'un des vieux Clubs de la République Centrafricaine fondé en 1970, s'impose actuellement dans le championnat en cours de la ligue de football de Bangui.

Si le spectacle a été au rendez-vous de cette finale,

elle aura le plus marqué les esprits par la forte mobilisation du stade de la République Centrafricaine non homologué par la CAF et la FIFA. Le public n'a pas été déçu par le spectacle qu'ont offert les deux équipes. Annoncé pour assister à cette finale, le Président de la République, Faustin Archange Touadera, n'est pas venu en raison de son agenda chargé en ce jour de la célébration du 65^{ème} anniversaire de proclamation de la République Centrafricaine. Il a été représenté par le ministre des sports, Aristide Briand Reboas.



Terence Gavenne

Terence Gavenne

LANOCA

LES AUTRES NOUVELLES DE CENTRAFRIQUE

N° RCCM: CA/BG/2021A605 Tel: (+236) 75030894/ 72550168 Mail: journalanoca@gmail.com
Directeur de Publication: Arsène-Jonathan MOSSEAVO/ Compte bancaire: BP 37102775401-08
Suivez LANOCA sur: <http://lanoca.over-blog.com>

Inondations à Bangui : Henri - Marie Dondra, apporte son aide aux sinistrés dans le 7^è arrondissement de Bangui



Paix et Sécurité

Mahamat Alkatim confirme sa démission de la CPC



Infrastructures routières

L'ONM se dote d'une centrale d'enrobés



Coupe de la Renaissance

Handball :ASOPT et Les Anges de Ben Zvi vainqueurs de l'édition 2023



Institution Bancaire

Le nouvel immeuble de la BEAC : Un cadre approprié pour le personnel et la clientèle



Coupe du 1er décembre

USCA de Bangui remporte la finale



SOMMAIRE

- Centrafrique : le nouvel immeuble de la BEAC : Un cadre approprié pour le personnel et la clientèle...page 2
- L'ONM se dote d'une centrale d'enrobé...page 3
- Dr Bruno GRELA-MPOKO, a déclaré sa candidature à la présidence du parti RDC...page 3
- Inondations à Bangui : Henri-Marie Dondra apporte son aide aux sinistrés dans le 7è arrondissement...Page 3
- Mahamat Alkatim confirme sa démission de la CPC...Page 4.5
- L'UKRAINE : LA PREPARATION DE LA CAPITULATION...Page 6.7
- Coupe de la Renaissance - Handball : ASOPT et Les Anges de Ben Zvi vainqueurs de l'édition 2023...Page 8
- Coupe du 1er décembre : USCA de Bangui remporte la finale...page 8

Centrafrique : le nouvel immeuble de la BEAC : Un cadre approprié pour le personnel et la clientèle

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) pour la République Centrafricaine a désormais un nouveau siège, un immeuble flambant-neuf, bâti sur un terrain de 22 700 m² sis sur l'avenue de l'indépendance à Bangui entre l'Assemblée nationale et la Cité des Chefs d'Etat.



scrit dans l'esprit des réformes engagées par cette institution sous-régionale, visant à transformer de manière significative le visage de la capitale pour qu'elle soit coquette. C'est pourquoi, dans son allocution à cette cérémonie, le gouverneur de la BEAC a d'abord indiqué qu'à travers cette initiative, la BEAC réaffirme son engagement auprès de la République Centrafricaine. En outre, M. Abbas Mahamat Tolli, a noté que la cérémonie d'inauguration du nouveau bâtiment de la direction nationale de la BEAC pour la République Centrafricaine, est un événement exceptionnel et un pas significatif dans la stabilisation financière en RCA

L'immeuble a été inauguré jeudi 30 novembre 2023 au cours d'une cérémonie placée sous les auspices du Président de la République Centrafricaine, Faustin Archange Touadéra, en présence du Gouverneur de la BEAC, Abbas Mahamat Tolli, du secrétaire général de la Commission Bancaire en Afrique Centrale (COBAC), Maurice Christian Ouanzin, et de plusieurs invités.

Pour rappel, la pose de la première pierre de construction de ce nouveau siège de la direction nationale de la BEAC pour la République Centrafricaine a eu lieu le 8 avril 2009. Les travaux de construction dudit bâtiment, ayant duré cinq (5) ans, financés sur fonds propre de l'institution dont le montant n'est pas dévoilé. Le bâtiment comprend un rez-de-chaussée, onze (3) étages, de nombreux bureaux, une salle de tri, salles du conseil, un amphithéâtre de 250 personnes, une salle de restauration, des appartements, studios de passage et salon de réception. Ce joyau doté de toutes les commodités est également équipé entre autres, des services comptabilité, informatique, système des paiements, émission monétaire, des ascenseurs, de systèmes modernes de sécurité, d'un système de communication. La cour de l'immeuble dispose de deux parkings, une guérite, etc.

Véritable chef d'œuvre architectural

Le 8 avril 2009, à la cérémonie de pose de la première pierre de construction de cet immeuble, l'ex gouverneur de la BEAC, M. Philibert Andzembé, avait indiqué que la réalisation d'un nouvel immeuble pour la direction nationale de Centrafrique est le signe de l'accroissement des activités de la banque centrale dans ce pays, dans l'esprit des réformes engagées par cette institution sous régionale.

C'est un nouveau cadre de travail que la BEAC pour la République Centrafricaine vient de s'offrir pour répondre aux multiples défis de l'heure afin d'améliorer ses prestations de services vis-à-vis de sa clientèle. C'est aussi et surtout un environnement de travail adéquat pour le désormais en vue de mieux accomplir ses tâches. La fête d'inauguration de ce joyau a été grandiose. La construction du nouveau siège de la BEAC s'in-

Arsène Jonathan Mosseavo

tiative directe de l'Occident collectif via son émissaire Boris Johnson qu'elle a été relancée d'une manière forcée et a eu comme conséquences des centaines de milliers de morts ukrainiens et encore davantage de blessés graves et de mutilés, ainsi que la destruction quasi totale de l'économie et des infrastructures du pays qui prendront des décennies pour se remettre et revenir au niveau d'avant-guerre qui était déjà tout à fait déplorable.

Le rappel

Etant à l'opposé de tout ce qui était servi par l'appareil de la propagande étatique inégalé agissant en Ukraine et dans les pays occidentaux depuis bientôt deux ans, les informations révélées ce fin novembre 2023 ont provoquées une véritable stupéfaction auprès des masses ukrainiennes auparavant formatées et endoctrinées par des récits de toute autre nature.

Pourtant, pour des esprits non aveuglés par des narratifs « otaniens » les choses ont été d'une évidence flagrante dès le début du conflit en cours.

Lors de mon interview du mois de mai 2023 à la publication française « l'Eclaireur des Alpes », cette réalité était déjà évoquée non pas comme l'une des probabilités, mais comme l'unique évidence avec des conséquences immédiates appropriées :

« L'ancien siège de la BEAC inauguré en 1979 et qui se trouve dans le centre-ville de Bangui à proximité du bureau de l'UNICEF non loin de la Présidence de la République, le palais de la Renaissance, sera rétrogradé au gouvernement », a annoncé le Directeur national de la BEAC, Ali Chaibou.

Pour sa part, le Premier ministre, Félix Moloua, s'est réjoui de la reconnaissance des efforts en cours dans le secteur de l'économie en RCA qui est en voie de stabilisation. La présence du Président de la République Faustin Archange TOUADERA à cette cérémonie témoigne de son attachement au système monétaire de la sous-région.

La réalisation effective du projet de construction du nouveau bâtiment de la BEAC pour la République Centrafricaine dont la hauteur est de 65m, est le résultat de la collaboration entre la BEAC, le gouvernement de la République Centrafricaine, le cabinet d'architecture français Ataub et l'entreprise chinoise Shanxi Construction Investment Group.

le Président de la République Faustin Archange Touadéra a procédé à la découverte de la plaque commémorative, à la visite des bureaux et à la signature du livre d'Or. La BEAC est représentée dans les six pays de l'espace CEMAC : le Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad. Elle apporte également son soutien aux politiques économiques des Etats membres.

Les travaux de terrassement commencé en 2015 ont pris fin le 4 février 2016. L'entreprise chinoise Shanxi CIG a débuté les travaux de construction en 2017 perturbé par l'épidémie de covid 19. La fin des travaux a eu lieu en juillet 2022.

se sent forte et qui sait qu'elle a encore des capacités considérables de résistance se mettrait-elle autour d'une table de négociation pour convenir d'une forme de reddition ? Ça n'arrive jamais ainsi. Les Ukrainiens se sont mis autour d'une table de négociation en étant conscients que leurs capacités de résistance étaient très limitées.

A Istanbul, quand les deux parties ont trouvé un consensus sur la majorité d'éléments clés de l'accord sur l'arrêt des hostilités, quand ils ont été pratiquement à un pas de la ratification du document de l'accord de paix, il y a eu un virage à 180 degrés du côté ukrainien. Pourquoi ? Il ne faut pas avoir une grande expérience dans le monde des affaires pour savoir : **dans le cadre de négociation, quand une des deux parties fait volte-face du jour au lendemain, cela ne signifie qu'une seule chose - cette partie a eu une contre-proposition de la part des concurrents de ceux qui sont en face d'elle. C'est comme cela que cela se passe dans le monde des affaires. Dans la politique c'est pareil.**

Si l'Ukraine a pu se permettre le luxe de faire une croix sur l'accord de paix, c'est tout simplement qu'elle a reçu une contre-proposition. Et cette contre-proposition ne pouvait venir que du camp occidental. Les événements qui ont suivi ont dévoilé les éléments de cette proposition : l'Ukraine a reçu une proposition pour l'ouverture d'une gigantesque ligne de crédit partiellement payable en armement. En contrepartie, l'Ukraine devait s'engager à s'interdire de conclure un accord d'arrêt de guerre face à la Russie et fournir « la main d'œuvre » combattante. C'était ça l'accord.

Afin de répondre au second engagement de Kiev, les frontières nationales de l'Ukraine pour sortir du pays ont été fermées. En France, on n'en parle pas beaucoup - car c'est une vérité trop gênante - mais au début de la guerre il y a eu un gigantesque exode des populations des territoires ukrainiens, notamment de la population masculine. Les hommes savaient que s'ils ne partaient pas, ils seraient envoyés à la tuerie. Quand on parle à la télévision occidentale de l'héroïsme ukrainien, ça me fait sourire sachant parfaitement que le pays se serait vidé des futurs combattants en un temps très réduit si les frontières n'étaient pas interdites de passage. ...}

<https://eclaireur.substack.com/p/sans-le-coup-detat-de-2014-ukraine>

Oleg Nesterenko - Rappelez-vous les expertises sérieuses qui ont été faites sur la capacité de l'Ukraine à maintenir la résistance contre la Russie. A l'époque, juste avant le déclenchement de la guerre, il était estimé que l'Ukraine ne pouvait tenir qu'un temps très limité face à la Russie.

Contrairement aux informations développées dans les mass médias occidentaux et malgré les événements que l'on observe sur le terrain, j'aimerais souligner que ces experts qui ont prévu que l'Ukraine ne pourrait résister qu'un temps limité n'ont eu nullement tort. Ils ne se sont nullement trompés dans leurs prévisions.

Mes paroles peuvent paraître étonnantes vis-à-vis de ce qu'on observe depuis plus d'un an. Pourtant il n'y a pas à s'étonner. Il ne faut jamais oublier que le déclenchement de la phase active des hostilités a eu lieu fin février 2022 et que déjà fin mars 2022, il y a eu des pourparlers à Istanbul entre l'Ukraine et la Russie. Pour quelles raisons une partie qui

La capitulation et le transfert des responsabilités

Dans cet interview de David Arakhamia, l'une des personnes-clés de la politique de l'Ukraine d'aujourd'hui, en parlant de plusieurs sujets il a également évoqué la nécessité d'organiser un referendum national sur la question des éventuelles concessions territoriales à la Russie en échange de l'accord de paix.

La signification de cette déclaration est d'une importance stratégique : le régime de Kiev prépare auprès de l'opinion publique du pays non seulement sa capitulation, mais également, et surtout, le transfert sur les épaules du peuple ukrainien meurtri depuis bientôt deux ans de la responsabilité de sa politique désastreuse mise en place par le camp occidental américano-centrique qui a provoqué des centaines de milliers de morts et a dévasté le pays.

Ainsi, ce n'est pas le régime en place, mais soi-disant le peuple qui devra prendre la décision et sur la cessation de guerre et sur la perte des territoires nationaux.

Nul doute que ce simulacre de referendum ou une initiative similaire aura lieu. Le fait que Zelensky a déjà annoncé que cela sera à la limite de l'impossible de mettre en place et de réaliser les futures élections présidentielles du 31 mars 2024, car, pour commencer, une partie non négligeable de la population se situant à l'étranger, sur les champs de batailles ou sur les territoires occupés par la Russie n'aura pas l'accès physique aux centres de vote - ce fait ne sera certainement pas un obstacle pour organiser la passation de la lourde responsabilité de la perte de la guerre sur les épaules du peuple ukrainien.

Néanmoins, si son excellence monsieur le président Volodimir Zelensky, étant d'ores et déjà un cadavre politique, n'est pas en train de préparer la passation du pouvoir vers le parlement ukrainien (Verhovna Rada) aussi ultranationaliste et corrompu que lui-même, et ceci est en dehors de tout processus électoral - ce qui est hautement probable - des surprises fort désagréables l'attendent dans un avenir proche.

Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu) (Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne ; ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)



LANOCA

Directeur de Publication et de rédaction
Arsène- Jonathan MOSSEAVO
Secrétaire de rédaction
Steven LANZARAS
Rédacteur
Diane Marème
Katrine Vardysky
Clem Patrick
Gambe
Husseini Mahamat
Terence Gavenne

Hénoc Hector DOTIGUI
Point de Vente
Kiosque GEPPIC/ Centre-ville
Distribution
Louis Maurice SER- VICE
Infographie et PAO
Rachid Medhi Ahmed
Imprimerie
Dauphin Royal
JOURNAL LANOCA
Les Affaires Nouvelles de Centrafrique

L'UKRAINE : LA PREPARATION DE LA CAPITULATION

Depuis le début du désastre de la contre-offensive ukrainienne face aux troupes russes suivi de la compréhension par les partenaires occidentaux de la faillite de leur projet sur le territoire de l'Ukraine, le pouvoir à Kiev s'est retrouvé devant une réalité effroyable : le refus de la continuation des investissements venus des sources qui lui ont assuré auparavant d'être impérisables - le début de la fin du règne de Zelensky et de son entourage.



Russie à continuer à mener la guerre, vu qu'elle reste sur ses positions et n'avance guère sur le front depuis un an. La myopie analytique ne leur permet pas de percevoir la réalité dérangeante. Si la Fédération de Russie a eu l'initiative unilatérale au début de la guerre de proposer la signature de l'accord de paix qui devait avoir lieu à Istanbul, à l'époque quand elle était incontestablement en position de force, y compris selon le point de vue du camp « atlantiste » - cela ne signifie qu'une seule chose : au moment d'entrer dans la négociation Moscou avait déjà obtenu la satisfaction au niveau des acquis territoriaux (les territoires pro-russes récupérés à l'Ukraine) et il ne lui restait qu'à obtenir de Kiev l'engagement sur son statut de neutralité vis-à-vis de l'OTAN, soit l'assurance juridique de la non présence des forces armées du camp ennemi sur le territoire de l'Etat tampon qu'est devenu l'Ukraine pour la Russie depuis 1991.

Pourtant, une telle fin était parfaitement prévisible. Seule l'ignorance de l'histoire et du mode opératoire doctrinal des protagonistes nous condamne à sa répétition. Dans mon analyse datant d'un an « La guerre en Ukraine : les véritables raisons du conflit » j'ai déjà mentionné les éléments constitutifs de la future défaite de Kiev :

{... Au moment venu, quand le pouvoir américain considérera que le « retour sur investissement » dans la guerre en Ukraine est suffisant ou bien quand il fera le constat que la probabilité à atteindre le seuil de satisfaction est trop faible - il abandonnera le régime de Kiev. L'abandonnera de la même manière que le régime afghan de Ghani a été abandonné et les kurdes en Irak et en Syrie ont été abandonnés après avoir accompli, partiellement, les missions qui leurs ont été attribuées par l'Amérique contre la promesse de la création d'un état kurde. La promesse qui n'engageait que ceux qui l'écoutaient.

De ce fait, et vu que malgré la pression des sanctions occidentales sans précédent la Russie dispose toujours de finances publiques saines, dette négligeable, balance commerciale excédentaire et aucun déficit budgétaire - le conflit en Ukraine ne peut ne pas être importé par les Russes, dans une forme ou une autre.

De plus que, élément fondamental : pour la Fédération de Russie ceci est un élément existentiel ; pour les Etats-Unis d'Amérique, comme déjà mentionné, il ne l'est pas. ...}

Les intentions initiales des Russes

Les pseudos experts du camp Occidental n'ont trouvé qu'une parade pour justifier leur grave manque de vision, d'anticipation et d'évaluation du potentiel de Moscou : répéter les mantras sur l'impuissance de la

de la scène dans l'espace médiatique ukrainien et a fait des révélations qui ont produit l'effet de l'explosion d'une bombe auprès de l'opinion publique ukrainienne. Révélation, considérée par la communauté d'experts ukrainiens comme la plus scandaleuse de l'année en cours.

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision ukrainienne « 1+1 » par David Arakhamia, qui n'est personne d'autre que le chef de la fraction parlementaire du parti « Serviteur du Peuple » (parti politique de V. Zelensky), il a évoqué les circonstances des négociations entre la Russie et l'Ukraine qui ont eu lieu à Istanbul en mars-mai 2022 et dont il était à la tête de la délégation ukrainienne.

Arakhamia se souvient de la position des Russes à l'époque : « Ils ont espéré presque jusqu'au dernier moment que nous allions accepter la neutralité. Cela était leur objectif principal. Ils étaient prêts à terminer la guerre si nous prenions la neutralité - comme la Finlande autre fois - et si nous prenions des obligations de ne pas entrer dans l'OTAN ».

Il a également mentionné que les « conseillers à la sécurité » de Washington, de Londres, de Varsovie et de Berlin ont eu accès à l'intégralité des documents discutés sur la table de négociation.

En parlant des raisons de l'annulation de l'accord il en a évoqué qu'une seule - la visite de Boris Johnson à Kiev : « ... Boris Johnson est venu à Kiev et a dit que « nous ne signerons rien du tout avec eux. Nous allons, tout simplement, faire la guerre ».

Il est à noter que le parlementaire n'a pas prononcé un seul mot concernant Boutcha. Et, rappelons-nous, l'unique version officielle de Kiev et du camp « atlantiste » de l'époque de la raison de l'arrêt des pourparlers avec les Russes et de l'annulation de l'accord d'Istanbul était le prétendu « massacre de la population civile perpétré par des troupes russes à Boutcha ».

Cet illustre personnage termine son interview avec la grande fierté d'avoir dupé la délégation russe : « Nous avons accompli notre mission de faire trainer les choses avec la note 8 sur 10. Ils se sont (les russes) décontractés, sont partis - et nous avons pris la direction de la solution militaire ».

<https://www.youtube.com/watch?v=CkLloFfIDs8>

Cette révélation télévisée a fait découvrir au grand public ukrainien la réalité de la guerre qui aurait pu aisément être arrêtée dans ses débuts et que ce n'est qu'à l'ini-

point de vue du camp « atlantiste » - cela ne signifie qu'une seule chose : au moment d'entrer dans la négociation Moscou avait déjà obtenu la satisfaction au niveau des acquis territoriaux (les territoires pro-russes récupérés à l'Ukraine) et il ne lui restait qu'à obtenir de Kiev l'engagement sur son statut de neutralité vis-à-vis de l'OTAN, soit l'assurance juridique de la non présence des forces armées du camp ennemi sur le territoire de l'Etat tampon qu'est devenu l'Ukraine pour la Russie depuis 1991.

Aujourd'hui, la Russie reste stationnée d'une manière inébranlable sur ses positions acquises sur le front et ne se contente qu'à épuiser les dernières forces matérielles et humaines restantes de l'armée ukrainienne. Ceci n'est ni un signe de faiblesse, ni, encore moins, un hasard.

Les thèses ukraino-occidentales stipulant que la Russie a visé la disparition de l'Etat ukrainien en tant qu'entité étatique sont, tout simplement, fantaisistes et ne sont que le reflet d'amateurisme déconcertant de leurs auteurs. Les événements qui ont eu lieu à Istanbul au début de la guerre en sont la preuve : si Moscou avait comme objectif la disparition de l'Ukraine - jamais elle ne serait mise autour d'une table de négociation de sa propre initiative au tout début de la guerre, tandis qu'elle dominait la situation sur le terrain et quand ses troupes étaient positionnées dans les faubourgs de Kiev qui se trouvaient en état de chaos. Les troupes qui n'ont été retirées qu'en gage de bonne volonté au moment de la signature de l'accord d'Istanbul par la partie ukrainienne. Signature suivie de l'annulation au lieu de la ratification.

La révélation

Vingt mois se sont écoulés depuis les événements mentionnés. Ce fin novembre 2023, un personnage très controversé de la scène politique ukrainienne a été mis sur le devant

L'ONM se dote d'une centrale d'enrobés

L'Office national du Matériel (ONM) vient d'inaugurer sa première centrale d'enrobés implantée au village à 24 km au nord de Bangui qui lui permettra d'intervenir facilement sur le territoire centrafricain. L'ONM s'est doté de cet équipement pour les grands travaux.



bulldozer, une pelle hydraulique, une niveleuse, des camions, des portes chars et des véhicules tout terrain pour un coût global de Cinq cent soixante-trois Millions Deux Cent Soixante-quinze Mille (563 275 000 Fcfa). Ces efforts se poursuivent aujourd'hui avec la dotation de l'ONM de sa première centrale d'enrobés qui possède les caractéristiques suivantes: Model: LB - 2000; Poids : 200 tonnes ; Cubage : 1500 m3 ; Capacité : 150 tonnes /heures.

ZA, l'acquisition de ces machines, témoigne de la volonté du Président Touadera de construire des infrastructures routières dignes de ce nom et d'œuvrer à la construction et à la réhabilitation des routes en République Centrafricaine qui sont très délabrées.

Le Président de la République Faustin Archange Touadéra a exprimé sa satisfaction pour l'acquisition de ces machines qui viennent renforcer la capacité de l'ONM dans la construction et la réhabilitation des infrastructures routières en République Centrafricaine.

Créé le 25 février 1995, l'Office National du Matériel (ONM), a connu des moments difficiles durant les différentes crises militaro-politiques et souffrait de la vétusté de ses équipements.

Husseini Mahamat

Crédits photos : La Renaissance

Le Président de la République, Faustin Archange Touadéra a relevé de sa présence en fin d'après-midi du mercredi 29 novembre 2023, à la cérémonie d'inauguration de la première centrale d'enrobés du pays acquise sur les fonds du gouvernement. La centrale d'enrobés dispose d'un

Le coût global du marché avec la fourniture des matériaux et la formation des cadres centrafricains est estimé à Un Milliard huit cent treize millions sept cent vingt un mille cent cinq (1 813 721 105 FCFA). Pour le Ministre de l'équipement et des Travaux Publics, Guismala HAM-

Dr Bruno GRELA-MPOKO, a déclaré sa candidature à la présidence du parti RDC

La déclaration de sa candidature a été faite lors d'une conférence de presse tenue jeudi 30 novembre 2023, au siège du parti. C'est en prélude au congrès extraordinaire du parti RDC qui aura lieu du 5 au 7 décembre 2023 à Bangui.



Le prochain congrès du RDC devra redonner au parti sa lettre de noblesse et régler la crise de leadership au sein du parti avec plusieurs tendances. Le candidat déclaré, Dr Bruno GRELA-MPOKO, s'est levé comme un militant sauveur du parti. Il est militant du parti RDC depuis 1990. « Aujourd'hui le temps est venu pour se mettre debout et dire Rassemblons-nous pour redonner ses lettres de noblesse à notre parti », a-t-il déclaré. Le projet de reconstruction du parti est orienté sur de cinq piliers :

- ü Pilier 1 : Reconstruire le parti ;
 - ü Pilier 2 : Développer une politique culturelle pour le parti ;
 - ü Pilier 3 : Donner une place importante à la femme et à la jeunesse au sein du parti ;
 - ü Pilier 4 : Aller à la rencontre des centrafricains ;
 - ü Pilier 5 : Reconquérir le cœur des centrafricains dans notre volonté commune de faire renaitre notre nation.
- Le Rassemblement Démocratique Centrafricain a été fondé le 6 février 1987 par l'ex président Centrafricain, André Kolingba.

Aubin Ndata

Inondations à Bangui : Henri-Marie Dondra apporte son aide aux sinistrés dans le 7è arrondissement



tionale, le président fondateur du parti Unité Républicaine (UNIR), Henri-Marie Dondra , député de la nation , apporte son aide aux victimes des inondations du secteur fleuve du 7è arrondissement de Bangui. Le siège de la fondation HMD est aussi inondé. Au moins dix (10) maisons sont

d'une maison. Le 30 novembre 2023, quelques victimes ont reçu des dons composés entre autres de matelas, bâches, couvertures ... et un peu d'argent offerts par Henri Marie Dondra.

« Que Dieu bénisse Henri - Marie Dondra pour l'aide qu'il nous a apportée. Merci à toute sa délégation qui est venue nous aider », a lancé une bénéficiaire.

Arsène Jonathan Mossevo

Crédits photos : Oubangui Médias

En attendant l'aide du gouvernement et de la communauté interna-

écroulées, un cas de blessé grave a été enregistré suite à l'écroulement

Mahamat Alkatim confirme sa démission de la CPC

Mahamat Alkatim, chef du groupe armé MPC, confirme sa démission de la coalition des patriotes pour le changement (CPC) et réintègre le processus de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine (A.P.P.R- RCA). Les discussions ont eu lieu le 30 novembre 2023 à Ndjamena au Tchad, à la suite d'une mission gouvernementale du président TOUADERA, conduite par le ministre d'Etat en charge du DRRR et du suivi de l'APPR, Jean Willibiro Sako, la délégation de Mahamat Alkatim et le gouvernement tchadien, représenté par le ministre de la sécurité publique, Mahamat Charfadine Margui. Ce communiqué conjoint a entériné les discussions sur le sujet.



COMMUNIQUE CONJOINT

A l'occasion de la rencontre bipartite entre le Gouvernement Centrafricain représenté par monsieur **Jean WILLIBIRO SAKO**, Ministre d'Etat en charge du DRRR et du Suivi de l'APPR et Général **Mahamat ALKATIM**, Leader du MPC sous la facilitation du Gouvernement Tchadien représenté par Monsieur **Mahamat CHARFADINE MARGUI**, Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration à N'Djamena le 30 Novembre 2023.

Consécutives au communiqué de presse n° 001/2023 du 3 Novembre 2023 signé par le Général **Mahamat ALKATIM**, Fondateur du Groupe Armé Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) qui a exprimé officiellement sa décision de quitter la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) et son retour dans le processus global de paix à travers l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en République Centrafricaine (APPR-RCA), Son Excellence, Professeur **Faustin Archange TOUADERA**, Président de la République, Chef de l'Etat a envoyé auprès des Autorités de la République du Tchad, une délégation constituée des personnalités suivantes :

- Monsieur **Jean WILLIBIRO SAKO**, Ministre d'Etat en charge du DRRR et du Suivi de l'APPR, Chef de la délégation;
- Monsieur **Bruno YAPANDE**, Ministre de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et du Développement Local, Ministre Résident de la Nana Gribizi ;
- Monsieur **Guy Roger MOSKIT**, Ministre Conseiller Spécial à la Présidence de la République ;
- Monsieur **Jean Bertrand Léopold BIAMBA**, Ambassadeur de la RCA au Tchad.
- Monsieur **François NGOMBALA KOLO**, Chargé de Mission, Coordonnateur National ai de l'APPR-RCA.

La délégation a pour mission de :

- Remettre le message de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat, Professeur **Faustin Archange TOUADERA** à son homologue, Son Excellence le Général **Mahamat IDRIS DEBY ITNO**, Président de Transition, Président de la République du Tchad, Chef de l'Etat.
- Echanger avec les auteurs du communiqué de presse n° 001/2023 du 3 Novembre 2023 notamment le Général **Mahamat ALKATIM** et sa suite en vue d'envisager les prochaines étapes relatives à sa décision de retour dans le processus de l'APPR-RCA.

Dans le cadre de cette mission, le 29 Novembre 2023, la délégation a été reçue en audience par Son Excellence le Général **Mahamat IDRIS DEBY ITNO**, Président de Transition, Président de la République du Tchad, Chef de l'Etat, puis par Monsieur **Mahamat CHARFADINE MARGUI**, Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration entouré de ses proches collaborateurs.

Les Autorités de la République du Tchad se sont félicitées des efforts de paix en cours en République Centrafricaine axés sur la mise en œuvre des engagements de l'APPR-RCA et la Feuille de Route conjointe de Luanda auxquelles elles ont réaffirmé leur adhésion et leur soutien et ont réitéré leur engagement à œuvrer pour la paix, la concorde entre les deux peuples frères du Tchad et de la RCA ainsi que dans la sous-région.

Des échanges avec le Général **Mahamat ALKATIM** et sa suite composée de six (6) personnes :

- Mahamat taib yakoub
- Ousman Mahamat Ousman

(Handwritten signatures and initials)

- Aboukassim Algoni Tidjani
- Marouf Mahamat
- Atahir Daoud
- Abdoulaye Adam

Il ressort des considérations suivantes:

- Le Général **Mahamat ALKATIM**, confirme sa décision rendue officielle par le communiqué de presse n° 001/2023 du 3 Novembre 2023.
- Les membres du MPC expriment une préoccupation relative au jugement prononcé par la justice à l'endroit du Général Mahamat ALKATIM. D'où la nécessité de prendre une mesure de confiance.
- Les membres du MPC et leur leader renouvellent leurs volontés de retourner dans le processus de mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation signé à Bangui le 6 février 2019 ainsi que la Feuille de Route conjointe de Luanda.
- La nécessité d'endecher rapidement la prochaine étape pour toutes fins utiles.
- Le MPC n'est plus membre de la Coalition Patriotique pour le Changement (CPC) gérée par la CIRGL, Il a été retenu que le Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration de la République du Tchad soit le Facilitateur de la suite du processus et que l'Ambassadeur de la République Centrafricaine auprès de la République du Tchad reste le Point Focal.

Les participants à la rencontre ont exprimé leurs remerciements aux Autorités de la République du Tchad, aux partenaires nationaux, multilatéraux et bilatéraux pour leurs soutiens permanents au processus de paix en République Centrafricaine ainsi que dans la sous-région.

Pièces jointes :

- Copie du communiqué de presse n° 001/2023 du 3 Novembre 2023 signé par Général **Mahamat ALKATIM**, Président du MPC
- Copies des ordres de mission de la délégation centrafricaine ;
- Copie de la note relative au pourparler, signée par le Général **Mahamat ALKATIM**, Président du MPC ;
- Liste des participants à la rencontre de N'Djamena.

Ont signé le 30 Novembre 2023

Pour la délégation de MPC

(Handwritten signature of Mahamat Alkatim)

Le Général **Mahamat ALKATIM**

Le Chef de la délégation Centrafricaine

(Handwritten signature of Jean Willibiro Sako)

Monsieur **Jean WILLIBIRO SAKO**
Ministre d'Etat en charge du DRRR et du Suivi de l'APPR

Pour la République du Tchad

(Handwritten signature of Mahamat Charfadine Margui)

Monsieur **Mahamat CHARFADINE MARGUI**
Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration, Facilitateur